



**UNION INTERFÉDÉRALE
DES AGENTS DE LA
FONCTION PUBLIQUE
FORCE OUVRIÈRE**

46 rue des Petites Écuries - 75010 Paris

01 44 83 65 55

secretariat@fo-fonctionnaires.fr



Paris, le 16 octobre 2024

**Monsieur Guillaume KASBARIAN
Ministre de la Fonction publique, de la simplification
et de la transformation de l'action publique**

Hôtel de Rothelin-Charolais
101, rue de Grenelle
75700 PARIS

Monsieur le ministre,

Vous avez saisi les organisations syndicales de la Fonction publique le 11 octobre pour nous proposer des thèmes de travail à intégrer à l'agenda social, dans la perspective de trouver un accord collectif.

Le 15 octobre, la DGAFP nous a envoyé l'agenda social alors même que les organisations syndicales n'avaient pas encore répondu à votre courrier.

Comme nous l'avions évoqué lors de notre rencontre le 30 septembre dernier, il est essentiel pour FO Fonction publique que le dialogue social soit sincère et constructif pour tenter de trouver des accords.

Force est de constater que la méthode utilisée pour trouver un accord sur les thèmes de l'agenda social est loin de s'inscrire dans un dialogue social respectant les attentes de chacun.

De ce fait FO Fonction publique ne se sent en rien tenue ni contrainte par cet agenda social imposé par la DGAFP et se réserve le droit de participer ou pas aux réunions qui seront programmées.

Par ailleurs, FO Fonction publique rappelle son préalable de l'abandon du projet de loi pour l'efficacité de la Fonction publique, dit projet de loi Guérini, et réaffirme l'urgence d'ouvrir de véritables négociations salariales pour améliorer sans délai le pouvoir d'achat des fonctionnaires et redonner du sens au principe de carrière et à la grille indiciaire.

Pour FO Fonction publique, le dialogue social est un outil pour obtenir des avancées sociales et faire évoluer la Fonction publique.

Nous espérons que l'avenir démontrera qu'il est possible de négocier même si à ce stade nous en sommes loin.

Nous vous prions de croire, Monsieur le ministre, à l'assurance de notre parfaite considération.

Christian GROLIER
Secrétaire général
de FO Fonction publique